



Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Hôtel de Ville de GUÉRET- 23000

Tél : 06 81 98 94 46 - Courriel : nosfuturs@tiscali.fr

Internet : <http://www.v-s-p.org>

COMMUNIQUE DE PRESSE lundi 24 septembre 2007

L'Assemblée Plénière de la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics réunie le 22 Sept à Limoges, s'inscrit pleinement dans une dynamique de résistance et de riposte aux mesures de politique sociale, économique, fiscale et budgétaire décidées par le Président Sarkozy et son gouvernement. Celles-ci portent en effet des coups terribles et répétés au monde du travail, tant au niveau de la sécurité sociale que professionnelle, au caractère démocratique de nos institutions, au rôle social et économique que peuvent encore jouer dans notre pays les biens et services publics comme facteurs d'égalité et de solidarité.

L'Assemblée réaffirme sa volonté de contribuer pleinement au succès de la mobilisation le 29 sept contre les franchises médicales et pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, dans l'égalité.

Il y a là une lutte qui doit se poursuivre au-delà du 29 et dont les enjeux sont fondamentaux au regard du système solidaire d'Assurance – Maladie, de son financement, de la démocratie sanitaire, et plus largement du service public de santé. **Le pouvoir doit reculer dans cette prétention intolérable d'infliger aux malades une double peine en les faisant payer « la faute sociale » d'être malade !!! Les suites du 29 doivent également contribuer à amplifier le débat national** sur les solutions réalistes qui existent pour un financement plus solidaire, socialement plus juste, de la sécurité sociale et à susciter un réel mouvement populaire et citoyen sur ce sujet.

Elle s'estime totalement concernée et donc là aussi engagée par l'action qu'a décidée la quasi totalité des Fédérations syndicales des Cheminots pour le 18 octobre, qui a bien pour enjeu, au-delà du débat sur les régimes spéciaux, la bataille contre un nouveau recul social d'envergure concernant l'ensemble des retraites, ET aussi pour un développement MAXIMUM du service public, en l'occurrence celui du transport ferroviaire, tant au niveau du ferroutage des marchandises qu'à celui du service voyageurs sur la totalité du réseau national, **mais pourquoi pas, le 18 octobre, des convergences avec d'autres services publics confrontés aux mêmes objectifs de désengagement de l'état, de réductions des missions, de reculs dans la qualité du service rendu, de privatisations ?**

En cohérence avec les perspectives soit disant salvatrices et modernistes, mais en fait parfaitement catastrophiques, annoncées par Sarkozy pour la Fonction Publique, on observe l'accélération d'une attaque frontale sur l'ensemble des biens et services publics.

Leur liquidation partielle et l'alignement sur le fonctionnement de l'entreprise privée est une des grandes priorités politiques du Président. Sur les cinq prochaines années, à un recul proprement inimaginable de l'emploi public (pour la période 2002- 2012 cela se chiffrerait en centaines de milliers de postes perdus !!!) entraînant forcément de nouveaux abandons et désengagements ainsi que des nouvelles privatisations et réductions de services et de missions, il faudrait ajouter la perte de ce que le statut des fonctionnaires garde encore comme principes progressistes en matière d'indépendance, d'évaluation et d'évolution de carrière .

L'Assemblée constate que de plus en plus gravement, au niveau de la santé, de l'éducation depuis la maternelle jusqu'à l'université, des services à la personne depuis la petite enfance jusqu'à la fin de vie, de l'énergie, de la recherche, de la justice ou encore de la poste, est compromise la capacité pour le service public d'assumer pleinement son rôle et ses missions.

Une telle situation exige que toutes celles et ceux qui en sont les victimes dans leur vie quotidienne, toutes celles et ceux qui à des titres divers ne se résignent pas, se rassemblent et mènent ensemble les combats qui leur sont communs, et qui ont le même sens, plutôt que de répéter les appels!!!!

Des propositions d'origine syndicale comme le 18 octobre ou politique comme le 27 octobre nous paraissent constituer de réelles opportunités à saisir pour affirmer de manière puissante et motivante que la satisfaction des besoins essentiels des populations, **dans toutes leurs dimensions sociales, économiques, écologiques et avec comme principes politiques premiers l'égalité, la justice et la solidarité**, exige au contraire que les Pouvoirs Publics, à tous les niveaux (état, régions, départements, communes), mettent en œuvre, selon leurs compétences, au moyen de procédures démocratiques associant les salariés, les usagers, les élus, des instruments publics de qualité – missions, entreprises et services. **C'est là un choix de société indispensable pour que le libre et plein exercice par toutes et tous des droits fondamentaux, pour que l'aménagement équilibré du territoire, puissent s'accomplir dans une visée et une cohérence d'intérêt général et ne soient pas soumis au bout du compte à la concurrence féroce d'intérêts privés.**

C'est elle qui est fondamentalement à l'origine des insupportables contradictions que l'actualité ne cesse d'afficher : **il est indécent** de multiplier les franchises médicales près avoir décidé 13 milliards d'exonérations fiscales et « oublier » les 3 milliards qu'il serait possible de récupérer sur les stocks-options,

Il est indécent d'annoncer en pleine préparation du Grenelle de l'Environnement la fermeture de 263 gares aux wagons isolés de marchandises,

Il est indécent de ponctionner le pouvoir d'achat des salariés et de taxer la consommation tout en pleurant hypocritement sur la faiblesse de la croissance, **et pour finir il est indécent** d'alerter sur la

faillite possible de l'Etat français quand les plus grosses fortunes de ce pays s'engraissent et qu'on réduit leur contribution aux finances de ce même état !

L'Assemblée appelle l'ensemble des Collectifs et organisations associatives, syndicales et politiques qu'elle rassemble, à contribuer au succès et au développement des multiples actions de résistance et de revendications qui sont lancées ou qui se dessinent dans un futur proche pour défendre et proposer des choix de solidarité, d'égalité, de démocratie et de laïcité, des choix de service public et d'intérêt général.

Elle le fera avec l'objectif permanent de favoriser les convergences des luttes, des salariés, des usagers et des élus, avec la volonté de faire grandir cette exigence qui mûrit et a marqué une bonne partie des travaux de la séance, d'une grande mobilisation nationale défendant l'existence même des instruments publics – missions, biens, services et financements- permettant aux politiques publiques de conserver la maîtrise des orientations sociales et économiques dont elles ont la responsabilité pour répondre aux besoins du plus grand nombre .

Elle décide donc la publication rapide et la diffusion massive d'un tract national allant dans ce sens et appelant à ce que les actions déjà décidées deviennent encore mieux des moments de fortes convergences et de rassemblements unitaires, dans la continuité .

Elle décide également de se mobiliser pour lancer courant novembre et durant 3 mois, en liaison avec les prochaines élections municipales et cantonales de 2008, une grande campagne sur la nécessité du service public de qualité. Le pivot central en sera « le Cahier d'Exigence du Service public » ouvert par une Charte et nous le porterons avec toutes celles et ceux qui le voudront, sans exclusive, pour libérer la parole citoyenne et faire que les échéances municipales et départementales soient transcendées par ce débat .

Pour LA CONVERGENCE Bernard Defaix